

**AUTORISATION DE SURVOL  
DANS LE CŒUR DU PARC NATIONAL DES PYRENEES**  
- autorisation numéro 2019 - 331 -

---

Pétitionnaire : Parc national des Pyrénées  
Adresse : Avenue Fould 65000 TARBES  
Nature de la demande : survol  
Localisation : cœur du Parc National des Pyrénées en vallée d'Azun  
Dossier suivi par Françoise Arrosères, Service Développement

---

**Le Directeur de l'établissement public du Parc national des Pyrénées,**

Vu le Code de l'Environnement, notamment ses article L.331-4-1 et R.331-19-2,

Vu le décret numéro 2009-406 du 15 avril 2009 pris pour l'adaptation de la délimitation et de la réglementation du parc national des Pyrénées occidentales aux dispositions du code de l'environnement issues de la loi no 2006-436 du 14 avril 2006 (*NOR : DEVN0826308D*),

Vu le décret n°2012-1542 du 28 décembre 2012 portant approbation de la charte du Parc national des Pyrénées (*NOR : DEVL1234918D*),

Vu l'arrêté du 20 mars 2012 portant application de l'article R.331-19-2 du code de l'environnement (*NOR : DEVL120758A*),

Vu la demande d'autorisation spéciale de survol déposée le 7 octobre 2019 par Monsieur Jérôme Le Souder, Technicien Aménagement de l'Unité Territoriale Bigorre

Considérant que les activités et travaux décrits dans la demande du pétitionnaire sont conformes aux dispositions des textes susvisés,

**ARRETE**

**Article 1 – Survol autorisé**

Monsieur le Directeur du Parc national des Pyrénées autorise l'Unité Territoriale Bigorre du PNP à organiser des héliportages et survols du cœur du Parc national dans les conditions suivantes :

- Date du survol : 11 octobre 2019
- Point de départ : Préchac puis Plaa d'Aste
- Points d'arrivée : Refuge de Migouélou
- Objet du survol : transport de personnes au refuge de Migouélou
- Moyens aériens : HDF

- Nombre de rotations : 2
- En cas d'impossibilité de réaliser le vol aux dates précitées, le pétitionnaire s'engage à prévenir Franck Mabrut, Chef de secteur d'Azun (06 70 50 24 30) ou Franck Reisdorffer, Technicien patrimoine Bigorre (06 07 35 35 18) de la date de report.

## **Article 2 – Prescriptions particulières en zone cœur du parc national et préconisations sur l'aire optimale d'adhésion du parc national**

La réglementation du Parc national s'appliquera sans réserve sur toute la durée de l'activité.

Les prescriptions suivantes seront impérativement respectées pour tous les sites :

- Les trajets seront effectués à haute altitude et dès le début de chaque rotation
- L'hélicoptère doit arriver le plus haut possible (pas de rase-mottes) et descendre le plus à l'aplomb du point de dépose. Les déposes de personnel seront les plus courtes possibles.
- Le pétitionnaire veillera à éviter les lisières forestières et la proximité des barres rocheuses (> 300 m) ainsi que les crêtes.

De Préchac au Plaa d'Aste, le survol s'effectuera dans l'axe de la vallée puis droit en direction vers le barrage.

## **Article 3– Contrôles**

Les agents assermentés et commissionnés du Parc national des Pyrénées sont chargés de la vérification et de l'application des prescriptions de la présente autorisation.

Le non respect des dispositions de la présente autorisation pourra conduire à la suspension de la présente autorisation et expose son bénéficiaire à des poursuites.

## **Article 4 – Autres réglementations**

La présente autorisation est délivrée au titre de la réglementation spéciale en vigueur dans l'espace cœur du Parc national des Pyrénées. Elle ne se substitue pas aux obligations et autres autorisations éventuellement nécessaires.

## **Article 5– Publication**

La présente autorisation sera publiée au recueil des actes administratifs du Parc national des Pyrénées, disponible sur [www.pyrenees-parcnational.fr](http://www.pyrenees-parcnational.fr).

Fait à Tarbes, le 8 octobre 2019

  
Marc TISSEIRE  
  
Directeur du Parc national des Pyrénées

La présente autorisation peut être contestée par recours gracieux, formulé par envoi recommandé, auprès de Monsieur le Directeur du Parc national des Pyrénées, dans un délai de deux mois à compter de sa notification. Elle peut également être contestée dans le même délai, devant le tribunal administratif territorialement compétent.